

LE FIL CONTINU



Organisme disposant du Statut Consultatif Spécial auprès du Conseil Economique et Social de l'ONU

Newsletter N° 68

10 novembre 2015

- La gouvernance des pays scandinaves.....2
- Actualités économiques.....5
 - Aide au développement.....5
 - Europe.....5
 - Bourse.....5
 - Commerce.....5
 - Industrie.....6
 - Cybersécurité.....6
 - Nouvelles technologies.....6
- Actualités de l'ADEC-NS.....6

Edito

Il y a un large consensus à travers l'Europe qu'un modèle social européen doit être créé et développé, mais il existe plusieurs modèles sociaux à travers l'Union Européenne. Dans cette newsletter nous nous pencherons sur le modèle scandinave (modèle nordique ou social-démocrate).

Ce système assure à tous les citoyens un niveau élevé et uniforme de protection sociale. Il met l'accent sur l'inclusion sociale. L'emploi est peu protégé mais les prestations chômage sont élevées et une politique active de réinsertion dans l'emploi est mise en œuvre. Le taux d'emploi est élevé, en particulier celui des seniors et des femmes. Dans ce modèle, la fiscalité est très forte, individualisée et redistributive. En effet, ce haut niveau d'imposition permet de financer les dépenses sociales de l'Etat et ainsi de réduire au maximum les inégalités sociales. Les services sociaux sont facilement disponibles et de haute qualité. Enfin, le système repose sur la coopération des partenaires sociaux entre eux. Les syndicats sont fortement impliqués dans l'administration de l'assurance chômage et de la formation.

Les prestations publiques sont complétées par des prestations professionnelles, organisées par les partenaires sociaux et couvrant la quasi-totalité de la population. Ce modèle est celui de la Suède, de la Finlande, du Danemark et de la Norvège.

Il a pu se développer dans ces pays du fait de leurs nombreux points communs, dont l'économie de marché et des modèles sociaux similaires.

Dans ces pays, l'Etat-providence favorise la mobilité sociale et l'égalité des chances, il fournit également des allocations sociales importantes tout en garantissant une grande stabilité économique et en soutenant le libre-échange.

Nous nous attacherons cette semaine à décrire ce modèle et à comprendre son évolution récente.

L'équipe ADEC-NS

Le saviez-vous?

Selon une étude du World Audit, la Finlande était le pays le plus démocratique et le moins corrompu au monde en 2012.

Les Danois et les Suédois jouissent des revenus les plus égalitaires au monde avec un coefficient de Gini de 24,8 en 2011.

En 1862, la Suède fut le premier pays à accorder le suffrage aux femmes (mariées), mais seulement pour les élections municipales.

La Norvège est le pays européen (Russie exclue) avec le plus long littoral—53.199 km selon le World Resources Institute.

Statut Consultatif Spécial auprès du Conseil Economique et Social (ECOSOC) de l'ONU

Membre de l'Initiative Global Compact

Tél. +33 (0)5 67 16 15 16 - Fax +33(0)5 61 39 89 34 – ADEC-NS - BP 24219 – 31432 TOULOUSE CEDEX 4
communication@adecns.fr www.adecns.fr

La gouvernance des pays scandinaves

En 2013, *The Economist* décrivait ces pays comme « des libre-échangistes robustes résistant à la tentation d'intervenir, même pour protéger leurs entreprises emblématiques ». Il souligne également que ces pays cherchent des moyens d'atténuer les effets du capitalisme et déclare que « les pays scandinaves sont probablement les mieux gouvernés au monde ». Au sein de l'Union Européenne, de nombreux hommes politiques souhaitent s'inspirer de la social-démocratie scandinave afin de soutenir le libre-échange tout en maintenant un Etat-providence important, tel que M. Hollande, qui a déclaré qu'il est « possible de faire des économies, nombreuses, tout en préservant notre modèle social », ou encore M. Cameron qui souhaite s'inspirer des nombreuses privatisations et de la mise en concurrence entre le public et le privé. Un tel modèle, plébiscité par des partis politiques de droite et de gauche à travers l'Europe peut sembler assez contradictoire. Dès lors, quelle sont les principaux particularismes de la gouvernance des pays nordiques ?



Le modèle scandinave

La recherche du consensus politique

La Suède, la Norvège, la Finlande et le Danemark ont en commun un système politique basé sur le **monocaméralisme**, le scrutin proportionnel et le pluralisme, qui permet à la fois l'alternance partisane et la continuité gouvernementale. Ces trois caractéristiques illustrent la forte culture du consensus de ces pays. Cette recherche permanente du dialogue entre les acteurs politiques se ressent dans l'économie avec une **forte représentativité des syndicats**. Ainsi, la négociation se voit accorder une place prépondérante dans la vie politique. En effet, le conflit social est régulé par l'idée que la préservation des intérêts des partenaires (paix sociale, profit, avantages sociaux, etc.) repose sur la capacité de dialogue des différentes parties au conflit. Cela est une des bases de la social-démocratie scandinave.

En Suède, le secteur principal s'appuyant sur la négociation collective est le secteur industriel. Ainsi 90% des travailleurs de ce secteur voient une partie de leur rémunération en partie fixée dans le cadre de négociations locales.

Tripartisme économique

Le modèle scandinave promeut une économie libérale (de marché) performante et tournée vers l'extérieur (exportatrice). Il est réputé pour s'adapter relativement rapidement aux évolutions des marchés et de la mondialisation et il semble donc que le capitalisme nordique soit plus orienté que dirigé par **l'Etat** car celui-ci laisse une liberté importante au **patronat** et aux **syndicats** pour conclure des accords collectifs.

C'est sur ce tripartisme que repose le modèle social nordique.

Un capitalisme « social »

Bien qu'il existe des différences entre le Danemark, la Suède, la Finlande et la Norvège, ces pays ont en commun un engagement fort en faveur de la cohésion sociale, une protection sociale à caractère universel préservant l'individualisme et fournissant une protection sociale aux individus et groupes les plus vulnérables.

Country	Combined corporate tax rate	Personal income tax & employee social security contributions (All-in rate)	VAT
Denmark	25.0	56.1%	25
Finland	26.0	55.5%	23
Norway	28.0	47.8%	25
Sweden	26.3	56.5%	25
Canada	29.5	46.4%	5
United States	39.2	43.2%	0
Average - OECD	25.9	45.8%	17.9
Scandinavia	26.3	54.0%	24.5

De plus, ces pays accordent une grande importance à l'implication des citoyens dans la vie publique et politique.

Enfin, l'éducation et la santé représentent des modèles régulièrement cités par des hommes politiques étrangers de par leur efficacité et les réformes qui ont été mises en place dans ces domaines. Ces caractéristiques constituent la base du capitalisme « social » scandinave.

Le modèle social scandinave est principalement financé par l'impôt. En effet, s'il est courant d'entendre que les impôts sont élevés en Scandinavie, il est important de relever des différences importantes entre certains types d'impôts. Ainsi, le taux d'imposition des entreprises est relativement faible, alors que les taxes sur ventes de biens et l'impôt sur le revenu sont très élevés. Ces pays ont donc une imposition favorable au capital qui leur a permis d'avoir des taux d'imposition élevés sur les revenus.

Le système éducatif

En ce qui concerne l'éducation dans les pays scandinaves, le test PISA illustre les bons résultats qu'offre leur modèle éducatif. Un tel système repose sur cinq principes : gratuité, décentralisation, flexibilité, concurrence entre le système public et privé et imputabilité. Chaque école gère son propre budget et décide des cours qu'elle va proposer. En effet, l'Etat détermine les grandes lignes du programme national d'éducation, les écoles sont libres de choisir leurs méthodes éducatives. Des Agences nationales sont créées afin d'établir les lignes directrices à respecter pour toutes les écoles et en assurant leur respect. Ces Agences sont également en charge des subventions accordées aux municipalités. Au niveau local, chaque municipalité va établir un plan scolaire où elle va déclarer les moyens mis en œuvre afin de respecter les lignes directrices nationales en matière d'éducation. Les écoles sont libres d'adapter leurs méthodes de travail aux besoins de leurs élèves afin d'assurer une meilleure éducation pour chacun.



En Suède, la concurrence entre les écoles publiques et privées est la plus poussée. Les écoles privées doivent respecter le principe de gratuité de l'éducation suédoise, accueillir tous les élèves désirant y étudier et remplir les objectifs pédagogiques nationaux. La spécificité de ce système est que les écoles privées sont financées par les municipalités qui doivent leur accorder des subventions d'un même niveau que pour les écoles publiques.

Les écoles privées semblent booster la performance des écoles publiques situées dans un même secteur tout en favorisant la compétition et la comparaison entre les établissements. Cela permet d'améliorer les techniques éducatives offertes aux élèves et d'adapter les politiques éducatives aux besoins des élèves. Il en résulte une amélioration du niveau général des élèves.



Il existe deux forums de coopération pour les gouvernements et les institutions parlementaires des pays nordiques : Le Conseil nordique et le Conseil nordique des ministres. Le Conseil nordique correspond à l'union des groupes parlementaires des pays du Nord. Tous les partis politiques désignent des parlementaires nationaux qui vont siéger au sein du Conseil nordique. Sont représentés : le Danemark, la Finlande, la Suède, l'Islande, la Norvège, des territoires autonomes des Iles Féroé, le Groenland, les Iles Åland et des pays observateurs tels que l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie. Ce conseil a notamment établi des règles communes sur le marché du travail et en matière de sécurité sociale. Il y a également un Conseil nordique des ministres qui se focalise sur la coopération intergouvernementale entre les pays membres.

Le système de santé

En matière de santé, les pays scandinaves ont mis en œuvre des politiques de dématérialisation des services publics de santé afin de les rendre plus accessibles pour les citoyens. Cela passe notamment par le développement du principe de guichet unique afin de centraliser les données de santé des citoyens.

L'organisation de ce système est également basée sur la décentralisation. Il y a également une concurrence entre les acteurs offrant des services dans le domaine de la santé. Cette concurrence se matérialise par la présence d'acteurs privés comme des centres de soins privés. De plus, certains acteurs ont des rôles plus élargis. Ainsi, les infirmiers ont leur propre cabinet de consultation et prodiguent une grande partie des soins infantiles, aux personnes âgées et aux personnes handicapées.

Les pays scandinaves ont également développé une gestion intelligente des listes d'attente dans leur système de santé.

Si l'attente est jugée trop longue pour permettre l'accès aux soins d'un patient dans le secteur public, les soins seront alors prodigués par un fournisseur privé ou situé dans un autre pays, aux frais de l'Etat.

Pourtant, le système de gouvernance à la scandinave connaît actuellement une remise en question.

La remise en cause du système de gouvernance des pays nordiques

Avec la crise économique actuelle, des mesures qualifiées de libérales ont été prises dans les pays scandinaves. Certaines de ces mesures ont été adoptées de manière brutale et rapide, ce qui a entraîné de [forts débats dans la société](#).

En Suède, la générosité du système a été remise en cause avec la fin des subventions à l'emploi ou au logement. Les dépenses de santé ont été revues à la baisse. Un programme de privatisations et de mise en concurrence des acteurs publics avec les acteurs privés a été mis en place. Il y a eu des modifications de la fiscalité et une diminution des dépenses en matière de santé et d'éducation. Tout cela s'accompagne de la mise en place de conditions plus strictes concernant l'accès aux allocations au logement et au retour à l'emploi.

« [La poussée](#) actuelle des mouvements populistes, xénophobes voire extrémistes est liée à l'arrivée de nombreux immigrés, notamment en Suède et au Danemark et, plus généralement, à un questionnement identitaire face à la crise des valeurs, à l'avenir de l'Union Européenne (à laquelle appartiennent la Suède, la Finlande et le Danemark et à laquelle la Norvège et l'Islande, candidate à l'adhésion depuis 2009, sont fortement liées), et aux mutations de la mondialisation en termes de prospérité et de sécurité. Mais ces ombres ne doivent pas masquer la réalité : le "modèle nordique" rayonne encore sur l'Europe septentrionale... et bien au-delà ! » François-Charles Mougel, professeur d'Histoire contemporaine à Sciences-Po Bordeaux



Au Danemark, une baisse de la fiscalité des entreprises et la mise en place d'une rigueur budgétaire plus stricte par l'ancienne Première Ministre social-démocrate Helle Thorning-Schmidt a bouleversé le fonctionnement de l'Etat-providence. La Finlande fait désormais partie des pays les plus stricts en matière de politique budgétaire et de politique d'austérité en Europe. Le gouvernement a mis en place plusieurs mesures visant à réduire le poids de l'Etat-providence : hausse de l'âge du départ à la retraite, baisse des allocations au retour à l'emploi. Seule la Norvège peut se permettre de prendre son temps pour réformer son modèle social car elle s'appuie sur la manne pétrolière dont elle dispose.

Avec la mise en œuvre de telles politiques, les pays nordiques sont devenus un modèle pour les libéraux européens car le poids de l'Etat a diminué et la fiscalité sur les entreprises est moins forte. Historiquement, les pays scandinaves étaient cités en exemple par les sociaux-démocrates du fait du modèle d'Etat-providence efficace, mais suite aux récentes réformes, certains hommes politiques européens souhaitent s'inspirer des pays scandinaves afin de libéraliser leur économie et de mettre en concurrence les secteurs publics et privés.

Actuellement, les pays scandinaves sont reconnus à travers le monde entier pour la qualité de leur Etat-providence mais il ne faut pas oublier que ces pays ont adopté de nombreuses mesures économiques libérales et que leur économie a connu de fortes privatisations et dérèglementations.

Il y a donc à l'heure actuelle une certaine remise en cause du modèle social des pays scandinaves avec des politiques visant à réduire les dépenses sociales et à réduire le poids des acteurs publics dans l'économie. Cependant, la solidarité et le consensus entre tous les membres de la société demeure le fondement du modèle social scandinave. De plus, la volonté de rationalisation des dépenses publiques afin de maximiser leur impact et leur efficacité reste la principale caractéristique de l'Etat-providence scandinave.

Actualités économiques

Aide au développement

Le « plan Marshall » pour l'électrification de l'Afrique prend forme

Le président du Parlement panafricain, Roger Nkodo Dang, est venu défendre devant l'Assemblée nationale un plan pour l'électrification de l'Afrique. Auquel il manque encore 50 milliards de dollars pour voir le jour.

[Lire la suite](#) – Euractiv

Europe

L'initiative pour l'emploi des jeunes sur la sellette pour 2016

Le Parlement européen défend la prolongation des financements de lutte contre le chômage des jeunes pour 2016. Mais les Etats membres renâclent à financer un programme dont l'efficacité est mise en doute.

[Lire la suite](#) - Euractiv



L'innovation « à l'européenne » prend son envol

Plusieurs études soulignent le dynamisme des startups européennes, qui bénéficient d'un environnement de plus en plus favorable pour grandir en affirmant leurs singularités par rapport au modèle américain.

[Lire la suite](#) – La Tribune

Grèce : bizarrement, plus les impôts augmentent, moins il y a d'argent public

Depuis cinq ans, tous les gouvernements grecs augmentent les impôts. Mais, étranglés par la récession, les Grecs s'en acquittent de moins en moins. Résultat : il y a moins de recettes fiscales, constate **I Kathimerini**, qui rappelle qu'Alexis Tsipras a décidé d'augmenter les impôts.

[Lire la suite](#) – Courrier International

Premier fonds d'investissement espagnol réservé aux PME

Collins Capital Développement, société de capital risque tout juste créée à Barcelone, se revendique comme le premier fonds d'investissement exclusivement dédié aux PME en Espagne.

[Lire la suite](#) – Econostrum

Bourse

Relancer la titrisation, pour qui, pourquoi ?

La relance de la titrisation par l'UE ne vise pas tant à aider les PME ou à relancer la croissance qu'à améliorer la rentabilité des méga banques européennes.

[Lire la suite](#) – Le nouvel économiste



Commerce

TPP : le texte du plus grand accord de libre-échange rendu public

Le texte de l'accord de partenariat transpacifique (TPP) conclu début octobre a été rendu public jeudi, exposant pour la première fois les détails du plus grand projet de zone de libre-échange du monde, au moment où Europe et Etats-Unis négocient le leur.

[Lire la suite](#) – Journal du Net

Actualités économiques

Industrie

L'OCDE bouscule les idées reçues (et vient en renfort de l'industrie pharmaceutique) dans son dernier rapport

Le Panorama de la santé publié ce mercredi par l'OCDE (Organisation de Coopération et de Développement Économiques) casse bien des idées reçues sur la France et les médicaments. Et va dans le sens d'arguments avancés depuis plusieurs années déjà par l'industrie pharmaceutique. Même si les positions ne s'accordent pas forcément sur les prix de produits.

[Lire la suite](#) – L'Usine Nouvelle

Cybersécurité

Les cyber-menaces : tous concernés... tous protégés ?

Désormais, les pirates s'attaquent aussi bien à une entreprise cotée pour tenter d'en perturber le service ou d'en dérober les secrets/brevets, qu'à des laboratoires médicaux hébergeant des données sensibles.

[Lire la suite](#) – Journal du Net

Nouvelles technologies

La livraison est au cœur de la décision d'achat et du choix du site

66% des acheteurs choisissent l'e-marchand en fonction des options de livraison et 51% ne finalisent pas la commande si elles ne leur conviennent pas, selon une étude MetaPack.

[Lire la suite](#) – Journal du Net



ACTUALITES DE L'ADEC-NS

Mission multisectorielle en Ouzbékistan — Tachkent et Samarcande

- du 8 au 13 mars 2015 -

Rendez-vous aux ambassades d'Oman, de Roumanie et de Jordanie — Paris

- 19-20 novembre 2015 -

Mediterranean Week of Economic Leaders de Barcelone

- du 25 au 27 novembre 2015 -

Visite du Salon Milipol Sécurité et Sureté de Paris

- 19 novembre 2015 -

Statut Consultatif Spécial auprès du Conseil Economique et Social (ECOSOC) de l'ONU

Membre de l'Initiative Global Compact

Tél. +33 (0)5 67 16 15 16 - Fax +33(0)5 61 39 89 34 – ADEC-NS - BP 24219 – 31432 TOULOUSE CEDEX 4
communication@adecns.fr www.adecns.fr